

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE SEMESTRIELLE

UNION FINANCIERE DE FRANCE

<i>ACTIF</i> <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<i>31.12.2009</i>	<i>30.06.2010</i>
- CAISSE, BANQUES CENTRALES		60	58
- ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	6.1	89 037	88 633
- PRETS & CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	6.2	<u>23 487</u>	<u>22 216</u>
- à vue		9 915	9 163
- à terme		13 572	13 053
- ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS		-	544
- ACTIFS D'IMPÔTS DIFFERES	8.3.2	4 193	2 121
- AUTRES ACTIFS ET CREANCES DIVERSES	6.3	39 534	33 907
- IMMEUBLE DE PLACEMENT	6.5	6 343	4 660
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6.5	28 128	29 200
- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6.5	169	86
TOTAL		190 951	181 425

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE SEMESTRIELLE

UNION FINANCIERE DE FRANCE

PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31.12.2009	30.06.2010
- DETTES ENVERS LA CLIENTELE	7.2	<u>6 762</u>	<u>6 434</u>
- Comptes d'épargne à régime spécial (à vue)		3 215	2 737
- Autres dettes (à vue)		3 547	3 697
- PASSIFS D'IMPOTS COURANTS		267	-
- PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	8.3.2	2 403	-
- AUTRES PASSIFS ET DETTES DIVERSES	7.3	55 398	51 459
- PROVISIONS	7.5	11 564	11 558
TOTAL DES DETTES		76 394	69 451
- CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DU GROUPE		<u>114 557</u>	<u>111 974</u>
- Capital souscrit & Primes liées		37 896	37 938
- Réserves consolidées		57 055	57 648
- Acompte sur dividende		(3 181)	-
- Situation latente ou différée		1 461	579
- Résultat de l'exercice		21 326	15 809
- PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		<u>0</u>	<u>0</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		114 557	111 974
TOTAL		190 951	181 425

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL

UNION FINANCIERE DE FRANCE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	30.06.2010
- INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		261	74
- INTERETS ET CHARGES ASSIMILES		(1)	(2)
- PRODUITS DES COMMISSIONS	8.1	<u>62 579</u>	<u>78 369</u>
<i>F.C.P.</i>		17 657	20 925
<i>Assurance</i>		27 922	33 345
<i>Immobilier</i>		10 538	16 726
<i>Entreprise</i>		6 462	7 373
- CHARGES DES COMMISSIONS	8.1	(1 192)	(1 149)
- GAINS ET PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE		(5 106)	1 327
- PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES		359	447
- CHARGES DES AUTRES ACTIVITES		(92)	(159)
PRODUIT NET BANCAIRE		56 808	78 907
- CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		(51 726)	(55 036)
- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		(1 237)	(903)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 845	22 968
- COUT DU RISQUE		-	-
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 845	22 968
- GAINS / PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS		-	-
RESULTAT AVANT IMPOT		3 845	22 968
- IMPOT SUR LES BENEFICES	8.3.1	(864)	(7 159)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 981	15 809
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		-	-
RESULTAT NET - part attribuable aux propriétaires de la société mère du groupe		2 981	15 809
RESULTAT PAR ACTION	8.2	0,19	0,99
RESULTAT DILUE PAR ACTION	8.2	0,19	0,99

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE SEMESTRIEL

UNION FINANCIERE DE FRANCE

<i>(en milliers d'euros)</i>		30.06.2009	30.06.2010
RESULTAT NET	<i>(A)</i>	2 981	15 809
- Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente détenus en portefeuille		4 945	(142)
- Part de la juste valeur, constatée antérieurement, sur les actifs financiers disponibles à la vente cédés durant l'exercice et transférée en résultat		1 680	(1 203)
- Charge d'impôt sur le résultat et comptabilisée directement en capitaux propres		(2 281)	463
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	<i>(B)</i>	4 344	(882)
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (*)	<i>(A)+(B)</i>	7 325	14 927
- Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère du groupe		7 325	14 927
- Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		-	-

(*) Le chiffre comparatif publié au 30 juin 2009 (3 754 k€) relatif à cette période a été retraité afin de corriger des erreurs de présentation. Ces corrections n'ont aucune conséquence sur le résultat net ni sur les capitaux propres présentés.

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

UNION FINANCIERE DE FRANCE

(en milliers d'euros)

	Capital et réserves liées	Réserves consolidées	Gains / pertes latentes ou différés	Résultat net	Capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				attribuables aux propriétaires de la sté. mère du groupe			
Capitaux propres au 31 décembre 2009	37 896	53 874	1 461	21 326	114 557	0	114 557
Affectation du résultat 2009	-	21 326	-	(21 326)	0	-	0
Augmentation de capital en cours	-	-	-	-	0	-	0
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	(2 202)	-	-	-	(2 202)	-	(2 202)
Solde du dividende au titre de 2009	-	(17 540)	-	-	(17 540)	-	(17 540)
Actions propres détenues	2 244	(12)	-	-	2 232	-	2 232
Autres (dont variations des actifs disponibles à la vente)	-	-	(882)	-	(882)	-	(882)
Résultat du 1 ^{er} semestre 2010	-	-	-	15 809	15 809	-	15 809
Capitaux propres au 30 juin 2010	37 938	57 648	579	15 809	111 974	0	111 974

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)

	Capital et réserves liées	Réserves consolidées	Gains / pertes latentes ou différés	Résultat net	Capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				attribuables aux propriétaires de la sté. mère du groupe			
Capitaux propres au 31 décembre 2008	36 784	42 191	(3 598)	30 902	106 279	0	106 279
Affectation du résultat 2008	-	30 902	-	(30 902)	0	-	0
Augmentation de capital en cours	37	-	-	-	37	-	37
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	(1 694)	-	-	-	(1 694)	-	(1 694)
Solde du dividende au titre de 2008	-	(16 060)	-	-	(16 060)	-	(16 060)
Actions propres détenues	3 046	16	-	-	3 062	-	3 062
Autres (dont variations des actifs disponibles à la vente)	-	-	4 344	-	4 344	-	4 344
Résultat du 1 ^{er} semestre 2009	-	-	-	2 981	2 981	-	2 981
Capitaux propres au 30 juin 2009	38 174	57 049	746	2 981	98 949	0	98 949

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIEL

UNION FINANCIERE DE FRANCE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	30.06.2010
RESULTAT CONSOLIDE AVANT IMPOTS		3 845	22 968
+/- Dotations nettes aux amortissements & dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		1 237	339
+/- Dotations nettes pour dépréciations autres		3 766	-
+/- Dotations nettes aux provisions	7.5	(1 489)	(6)
+/- Autres mouvements	10.1	(1 694)	(2 202)
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		1 820	(1 869)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(349)	551
- Impôts		(4 669)	(7 027)
= Diminution / (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(5 018)	(6 476)
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	(A)	647	14 623
+/- Flux liés aux actifs financiers	10.2	5 267	(942)
+/- Flux liés aux immeubles de placement		-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(342)	354
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(B)	4 925	(588)
Dividendes versés aux actionnaires	10.3	(16 060)	(17 540)
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options		37	-
Achats et ventes d'actions propres	7.6	3 062	2 232
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		-	-
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(C)	(12 961)	(15 308)
AUGMENTATION / (diminution) NETTE DE LA TRESORERIE & DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	A+B+C	(7 389)	(1 273)
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u>		<u>27 023</u>	<u>23 547</u>
Caisse, banques centrales (actif & passif)		63	60
Autres comptes (actif et passif)		26 960	23 487
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u>		<u>19 634</u>	<u>22 274</u>
Caisse, banques centrales (actif & passif)		62	58
Autres comptes (actif et passif)		19 572	22 216
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		(7 389)	(1 273)

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELLES RESUMEES

Les comptes consolidés semestriels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 27 juillet 2010.

1 – SYNTHÈSE DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES APPLIQUÉES

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010 sont identiques à ceux utilisés par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009, tels qu'exposés dans ces mêmes états financiers. Ils sont conformes aux normes et interprétation IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2010 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010 ont été préparés en conformité avec IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets selon le référentiel IFRS et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Dans les comptes de la période, il n'a pas été appliqué de nouvelles normes, amendements de normes ou interprétations de normes existantes dont la date d'application est postérieure au 1^{er} janvier 2010 et qui auraient une incidence sur les comptes du Groupe. Le Groupe applique la version révisée de IFRS 3 « regroupements d'entreprises » et de IAS 27 « états financiers consolidés et individuels » (adoptées en juin 2009 et applicable à partir du 1^{er} janvier 2010).

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de l'UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE, S.A. et de ses filiales au 30 juin 2010. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

1.1. Présentation des états financiers

Le format des états de synthèse utilisé (état de situation financière, compte de résultat, état du résultat global, état des variations des capitaux propres, tableau de flux de trésorerie) est conforme à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité (CNC) N° 2009-R-04 du 2 juillet 2009.

1.2. Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans ces comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction, notamment lors de l'évaluation des dépréciations d'actifs et des provisions. Les estimations les plus importantes sont indiquées dans l'annexe. Cet exercice suppose de la part de la Direction l'exercice d'un jugement et l'utilisation des informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers. Les réalisations définitives des opérations pour lesquelles la Direction a eu recours à des estimations pourraient s'avérer différentes de ces estimations.

1.3. Information sectorielle

Le Groupe de l'Union Financière de France Banque est dédié au conseil en création et gestion de patrimoine. Son activité est caractérisée par la commercialisation de produits de gestion de patrimoine diversifiés. Dans ce contexte et au regard de la gestion du Groupe, un seul secteur d'activité est considéré. De même, compte tenu de la clientèle, exclusivement française, un seul secteur géographique est considéré.

2 – SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité du Groupe n'est pas sujette à une saisonnalité particulière du fait des marchés sur lesquels intervient le Groupe.

3 – PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Aucun mouvement n'est intervenu depuis le 31 décembre 2009 au titre du périmètre de consolidation, des pourcentages de contrôle et d'intérêts. Dès lors, le périmètre de consolidation au 30 juin 2010 est composé des sociétés suivantes, toutes consolidées par la méthode de l'intégration globale.

	<i>Formes</i>	<i>Pourcentages</i>	<i>Pourcentages d'intérêt</i>		
	<i>Juridiques</i>	<i>de contrôle</i>	<i>Direct</i>	<i>Indirect</i>	<i>Total</i>
UFIFRANCE PATRIMOINE	S.A.S.	100,00	100,00		100,00
UFIFRANCE GESTION	S.A.S.	100,00	100,00		100,00
SEGESFI	S.A.	100,00	90,49	9,39	99,88
UFF INTERNATIONAL	S.A.	100,00	100,00		100,00
NEWTON GESTION LUXEMBOURG	S.A.	100,00	0,02	99,98	100,00

Sociétés françaises :

- UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE est la société holding, dépositaire des Fonds Communs de Placement.
- UFIFRANCE PATRIMOINE est la société commerciale du Groupe. Elle assure la diffusion des produits et le suivi de la clientèle par l'intermédiaire du réseau de conseillers qui lui est rattaché.
- UFIFRANCE GESTION est le courtier d'assurance et l'agent immobilier du Groupe.
- SEGESFI est la société de gestion de la SCPI Uifrance Immobilier.

Sociétés étrangères :

- UFF INTERNATIONAL S.A. est la société luxembourgeoise, à statut de SOPARFI, détenant la participation étrangère du Groupe.
- NEWTON GESTION LUXEMBOURG S.A. est la société de conseil et d'assistance de la SICAV à compartiments multiples Newton Luxembourg.

4 – ENTITE CONSOLIDANTE

Les comptes consolidés du Groupe sont intégrés globalement dans les comptes consolidés d'AVIVA France. Au 30 juin 2010, AVIVA France détient 74,30 % du capital de l'UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE. La note 9 «Informations relatives aux parties liées» présente les éléments concernant les opérations du Groupe avec le Groupe Aviva France.

5 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La proposition d'acompte sur dividende au titre de l'exercice 2010 (1 € par action) a été approuvée par le Conseil d'administration du 27 juillet 2010.

6 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ACTIF

6.1 - Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente 88.633 K€ comprennent des parts d'OPCVM de droit français et des Euro Médium Term Note (EMTN) pour 72.132 K€ ainsi que trois certificats de dépôt négociables pour 16.501 K€.

6.1.1 – O.P.C.V.M. & E.M.T.N.

Les décisions d'investissement ou de désinvestissement, prises par la Direction générale, respectent des règles d'investissement et des procédures administratives validées par le Comité d'Audit. Elles font l'objet d'un suivi régulier des risques notamment de crédit, de taux et de liquidité. Ces O.P.C.V.M. sont valorisés quotidiennement en fonction des valeurs liquidatives publiées (mark to market).

	Valorisation à la juste valeur IAS39 au 31/12/2009	Mouvements de la période			Variation de la juste valeur passée en Capitaux Propres (montants bruts)	Valorisation à la juste valeur IAS39 au 30/06/2010
		Acquisitions	Cessions			
			à la valeur d'acquisition	à la juste valeur des parts détenues au 31/12/2009		
<i>En milliers d'€</i>						
E.M.T.N *	5 662	-	-	-	132	5 794
FCP Monétaires **	52 504	7 840	(12 027)	-	130	48 447
FCP Diversifiés	13 067	4 789	(2 174)	(789)	124	15 017
Actions & Indices (FCP / EMTN)	8 803	0	(5 401)	-	(528)	2 874
TOTAL	80 036	12 629	(19 602)	(789)	(142)	72 132

* E.M.T.N (s) à capital garanti et à échéance sur le 1^{ers} semestre 2012.

** Portefeuille composé uniquement de FCP monétaires en euros

Au cours du 1^{er} semestre 2010, les parts de FCP cédées pour 20.391 K€ ont généré une plus value de 57 K€ enregistrée dans le compte de résultat au poste « gains et pertes nets sur actifs disponibles à la vente ».

La réserve de réévaluation associée à la mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente évolue comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	Cessions	Variation de juste valeur	Effets d'impôts	30.06.2010
Réserve de réévaluation	1 461	(1 203)	(142)	463	579

Ainsi l'impact brut négatif sur les capitaux propres s'établit à <1.345> K€ et après retraitement de l'effet d'impôt à <882> K€ au titre du 1^{er} semestre 2010.

Sur l'ensemble du portefeuille, la part en actions représente 2 %.

Information sur les niveaux de « juste valeur » utilisés :

Niveau 1 : Valorisations utilisant le prix coté sur un marché actif

Niveau 2 : Valorisations basées sur des données de marché observables pour produits des similaires

Niveau 3 : Valorisations basées sur des données non observables

<i>(en milliers d'euros)</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Cumul au 30.06.2010
E.M.T.N	-	5 794	-	5 794
FCP Monétaires	48 447	-	-	48 447
FCP Diversifiés	15 017	-	-	15 017
Actions & Indices (FCP & EMTN)	0	2 874	-	2 874
TOTAL	63 464	8 668	0	72 132

Depuis le 31 décembre 2009, aucun transfert n'a été effectué entre les différents niveaux. Le poste « Actions & Indices » comprend uniquement un EMTN au 30 juin 2010.

6.1.2 – Certificats de dépôt négociables

Il s'agit de trois certificats de dépôt négociables émis respectivement par le Groupe Caisse d'Épargne pour 7.001 K€ à échéance du 27/09/2010 (au taux de 0,71%), par la Société Générale pour 7.000 K€ à échéance du 27/07/2010 (au taux de 0,40%) et par le Crédit Agricole C.I.B pour 2.500 K€ à échéance du 27/07/2010 (au taux de 0,41%).

6.2 - Prêts & créances sur les établissements de crédit

Ces créances représentent essentiellement le solde des comptes ouverts chez CA-CIB. Toutes les créances à terme ont une échéance inférieure à 3 mois.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Créances à vue	9 912	9 160
dont comptes ordinaires	9 912	9 160
Créances à terme	13 570	13 050
dont dépôts à terme	13 570	13 050
Créances rattachées	5	6
TOTAL	23 487	22 216

6.3 - Autres actifs & créances diverses

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Clients partenaires (1)	33 084	27 233
Taxes diverses	1 791	1 380
Fournisseurs avances et acomptes versés	808	500
Fonds de garantie des dépôts	133	133
Autres	3 718	4 661
TOTAL	39 534	33 907

(1) *CLIENTS PARTENAIRES* :

Ce poste regroupe les créances sur les promoteurs immobiliers, compagnies d'assurance et les commissions de gestion sur FCP.

6.4 - Echancier des autres actifs & créances diverses

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Part recouvrable à un an au plus	39 306	33 704
Part recouvrable à plus d'un an et à moins de 5 ans	198	174
Part recouvrable à plus de 5 ans	30	29
TOTAL	39 534	33 907

6.5 - Immobilisations

Les valeurs de marché des immeubles de Iéna et Boulogne (ce dernier étant classé pour partie en immeuble de placement) n'ont pas connu d'évolution significative sur la période. Néanmoins, la variation des postes « Immeuble de placement / immobilisations corporelles » est consécutive à la récupération par UFFB, pour sa propre utilisation, d'un étage de l'immeuble de Boulogne.

7 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE PASSIF

7.1 – Fonds propres bancaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Total des capitaux propres comptables (IFRS)	114 557	111 974
Immobilisations incorporelles	(85)	(2)
Résultat latent des actifs disponibles à la vente	(1 131)	(509)
Acompte sur dividende prévu	(17 468)	(15 927)
Fonds propres de base	95 873	95 536
Réintégration de 45% des actifs disponibles à la vente (avant impôts)	777	349
Fonds propres complémentaires	777	349
Total des fonds propres bancaires	96 649	95 885

7.2 - Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Comptes espèces PEA	3 215	2 737
Compte de dépôt de la SCPI Ufrance Immobilier	2 751	2 345
Comptes des clients en attente d'investissement	796	1 352
TOTAL	6 762	6 434

7.3 - Autres passifs & dettes diverses

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
Opérations sur titres (1)	11 421	10 013
Personnel, rémunérations dues	14 775	12 090
Organismes sociaux et autres	12 887	11 210
Fournisseurs	4 474	5 207
Taxes diverses	5 830	4 189
Autres	6 011	8 750
TOTAL	55 398	51 459

(1) Il s'agit des sommes détenues provisoirement par la société, en instance d'investissement ou de règlement aux clients.

7.4 - Echancier des autres passifs & dettes diverses

(en milliers d'euros)	31.12.2009	30.06.2010
Part exigible à un an au plus	55 398	51 459
Part exigible à plus d'un an et à moins de 5 ans	-	-
Part exigible à plus de 5 ans	-	-
TOTAL	55 398	51 459

7.5 – Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2009	Mouvements de l'exercice			30.06.2010	Echéance	
		Dotations	Reprises			- 1 an	+ 1 an
			Utilisées	Non utilisées			
Risque clientèle (1)	938	318	1	352	903	799	104
Risque prud'homal (1)	3 337	695	395	76	3 562	2 767	795
Risque URSSAF (2)	2 041	150	0	0	2 191	427	1 764
I.D.R	4 897	455	165	605	4 582	332	4 250
Autres	351	7	17	20	320	44	276
TOTAL	11 564	1 625	578	1 053	11 558	4 369	7 189

(1) Ces provisions correspondent à des litiges avec des clients (risque clientèle) et des litiges avec des collaborateurs (litiges prud'homal). L'ensemble de ces litiges existent au 30 juin 2010 et ne proviennent pas d'événements post-clôture.

(2) Ufifrance Patrimoine a fait l'objet en 2006 d'un contrôle Urssaf portant sur les années 2003,2004 et 2005. L'Urssaf remet en cause le non assujettissement des remboursements forfaitaires des frais professionnels des conseillers en gestion de patrimoine à la csg/crds. UFP conteste fermement cette remise en cause et elle a à cet effet saisi la Commission de Recours Amiable. Elle a néanmoins décidé de constituer une provision de 2,2 M€ dans ses comptes.

7.6 - Actions propres détenues

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 21 avril 2010 (12^{ème} résolution), la société Union Financière de France Banque est autorisée à réaliser des achats d'actions propres à hauteur de 730 495 actions.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

	Réalisation	Mandat de rachat	Mandat de liquidité
Détention au 01/01/2010	349 142	342 442	6 700
Achats/Ventes d'actions sur le 1er semestre	21 326	15 358	5 968
Cession d'actions dans le cadre du PAGA (*) 2006 sur le 1er semestre	(64 600)	(64 600)	-
Détention au 30/06/2010	305 868	293 200	12 668

(*) P.A.G.A : Plan d'Attribution Gratuite d'Actions

Le montant net achats / ventes d'actions intervenus sur le semestre a été imputé en diminution des capitaux propres pour un montant brut de (554 K€), correspondant au coût d'acquisition de ces actions. Les cessions d'actions intervenues sur le semestre (dans le cadre du PAGA 2006) ont donné lieu à une augmentation des capitaux propres pour un montant brut de 2.786 K€, correspondant au coût d'achat initial des actions cédées.

L'impact cumulé de ces deux opérations se traduit par une augmentation des capitaux propres de 2.232 K€ au 30 juin 2010.

7.7 - Engagements hors bilan

Le Groupe se porte caution au titre de loyers d'avance de certains locaux commerciaux utilisés par les filiales du groupe. Cet engagement porte sur un montant de 126 K€ à fin juin 2010, à comparer à 129 K€ à fin décembre 2009.

Le Groupe dispose par ailleurs de garanties reçues de la part d'établissements de crédit, pour un montant de 270 K€ à fin juin 2010, stable par rapport à fin décembre 2009.

7.8 PLANS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ET PLANS D' ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS

	Plan 2006	Plan 2007	Plan 2008	Plan 2009
Date d'attribution	14/03/2006	20/03/2007	18/03/2008	17/03/2009
Période d'indisponibilité / d'acquisition	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans
Date d'échéance	14/03/2010	20/03/2011	18/03/2012	17/03/2013
Période de conservation	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans
Nombre d'actions	75.000	69.960	74.605	77.348
Prix d'exercice en €	0	0	0	0
Prix de l'action à la date d'attribution en €	48,70	49,00	37,26	21,10
Taux de rendement	-	7,5%	7,3%	9,95%
Juste valeur à la date d'attribution (en €)	47,84	36,30	26,33	14,17
Taux d'intérêt	3,71%	-	-	-
Volatilité (*)	26%	-	-	-
Hypothèse de turn-over au 31 décembre 2007	15%	14%	-	-
Hypothèse de turn-over au 31 décembre 2008	16%	13%	12%	-
Hypothèse de turn-over au 31 décembre 2009	15%	14%	14%	13%
Hypothèse de turn-over au 30 juin 2010	15%	14%	14%	13%

(*) La volatilité a été déterminée sur les bases de données historiques observées.

7.8.1 - Valorisation du plan 2010

	Plan 2010
Date d'attribution	18/03/2010
Période d'acquisition	4 ans
Date d'échéance	18/03/2014
Période de conservation	2 ans
Nombre d'actions	71.507
Prix d'exercice en €	0
Prix de l'action à la date d'attribution en €	26,24
Juste valeur à la date d'attribution (en €)	19,92
Taux de rendement	6,89%
Hypothèse du taux de rotation du personnel	12%

7.8.2 - Charge des plans

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Plan 2005	503	-
Plan 2006	377	195
Plan 2007	259	273
Plan 2008	206	211
Plan 2009	70	119
Plan 2010	-	90
TOTAL	1 415	888

8 – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

8.1 - Synthèse analytique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Commissions de placement		
Valeurs mobilières (FCP)	2,9	3,1
Assurance-vie	10,5	12,7
Immobilier	8,4	14,4
Entreprise	1,4	1,3
<i>Sous-total</i>	23,2	31,5
Commissions de gestion		
Valeurs mobilières (FCP)	14,4	17,6
Assurance-vie	17,3	20,5
Immobilier	1,7	1,8
Entreprise	4,7	5,8
<i>Sous-total</i>	38,1	45,8
Total des commissions	61,3	77,2
Charges d'exploitation		
Frais de personnel Commercial	(28,5)	(29,9)
Frais de personnel Administratif	(11,2)	(11,6)
Frais généraux (1)	(13,3)	(14,4)
Total des charges d'exploitation	(53,0)	(55,9)
Résultat opérationnel	8,3	21,3
Résultat financier	(4,8)	1,4
Autres produits d'exploitation	0,3	0,3
Résultat d'exploitation	3,8	23,0

(1) incluant la C.E.T

8.2 - Résultat par action

	30.06.2009	30.06.2010
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du groupe (en K€)	2 981	15 809
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	15 912 639	15 910 999
Résultat par action (en €)	0,19	0,99
Nombre d'actions et d'options de souscription	16 065 243	15 910 999
Résultat par action dilué (en €)	0,19	0,99

8.3 - Impôt sur les bénéfices

L'UFFB et ses filiales françaises ont adopté le régime fiscal des groupes de sociétés.

8.3.1 - Calcul de la charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Impôt exigible	4 669	7 027
Impôts différés	(1 524)	(331)
Impôt sur opérations liées aux titres disponibles à la vente	(2 281)	463
Charge d'impôt au compte de résultat	864	7 159

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2010
Résultat comptable net consolidé	2 981	15 809
Impôt sur les sociétés	864	7 159
Résultat comptable consolidé avant impôt	3 845	22 968
Déductions et Réintégrations nettes	9 862	(2 504)
Résultat fiscal consolidé	13 707	20 464
Taux normal de l'IS	33,33%	33,33%
Impôt sur les sociétés	4 569	6 827
Contribution sociale (3,3%)	126	200
Impôts différés	(1 524)	(331)
Impôt sur opérations liées aux titres disponibles à la vente (1)	(2 281)	463
Autres	(26)	0
Charge d'impôt au compte de résultat	864	7 159
Taux d'impôt global	22,46%	31,17%

(1) Impôt lié à la variation de la situation latente des actifs disponibles à la vente durant l'exercice.

8.3.2 - Détail des impôts différés au bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	30.06.2010
IMPOTS DIFFERES ACTIF		
Participation des salariés	380	364
Indemnités de départ à la retraite	1 686	1 578
Crédit bail	409	404
Réservations immobilières	1 163	1 475
Autres	555	120
Total impôts différés actif	4 193	3 941
IMPOTS DIFFERES PASSIF		
Annulation de provision sur actions propres	2 403	1 820
Total impôts différés passif	2 403	1 820
IMPOTS DIFFERES NETS	(1 790)	(2 121)

9 – INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Aviva France, société mère de l'Union Financière de France Banque, est considérée comme « parties liées » au sens de la norme IAS24 « Informations relatives aux parties liées ». Les relations opérationnelles entre les sociétés du Groupe de l'Union Financière de France et le Groupe Aviva France concernent l'activité d'assurance vie (AVIVA VIE), la gestion financière de certains OPCVM (AVIVA Investors France) et l'infogérance du système d'exploitation à compter du 1^{er} mars 2010 (GIE Aviva France).

Les éléments concernant les opérations avec Aviva France sont :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2009	30.06.2010
ACTIF			
Prêts et créances sur la clientèle	10 178	11 586	12 380
PASSIF	0	0	0
Autres passifs et dettes diverses	2 970	841	2 450
Produits constatés d'avance	1 297	-	1 149
COMPTE DE RESULTAT			
Produits des commissions	43 897	99 192	53 197
dont Aviva Vie	14 634	31 734	16 389
dont Aviva Investors France	29 263	67 458	36 808
Charges générales d'exploitation (1)	(650)	(1 263)	(1 337)

(1) dont prestations informatiques.

10- INFORMATIONS SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

10.1 - Flux liés à l'activité opérationnelle.

Le poste « autres mouvements » correspond aux avantages au personnel (IFRS 2) pour – 2.202 K€ (contre -1.694 K€ au 30/6/2009). Ce montant comprend d'une part la reprise liée à la réalisation du plan 2006 pour - 3.090 K€ et d'autre part la dotation des plans en cours pour + 888 K€.

Le poste « flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers » correspond au fonds de roulement d'exploitation avec au 30/06/2010 un dégagement de 551 K€ (contre un besoin de 350 K€ au 30/06/2009).

Le poste « impôts » correspond à l'impôt exigible de l'exercice (note 8.3).

La colonne du 1^{er} semestre 2009 a fait l'objet de reclassements :

- entre les postes « autres mouvements » et « impôts » pour 3.805 K€ (variation des impôts différés et l'impôt lié aux actifs financiers disponibles à la vente),
- entre les postes « Flux liés aux actifs financiers » et « Dotations nettes pour dépréciations autres » pour 3.766 K€ (reclassement de la Provision pour Dépréciation Durable)

10.2 - Flux liés aux opérations d'investissement.

Ce poste comprend la variation des actifs financiers disponibles à la vente à leur valeur d'acquisition pour – 942 K€ (5.268 K€ au 30/06/2009)

10.3 - Flux liés aux opérations de financement

Les dividendes versés sur la période sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009 (1)	2010 (2)
Montant	16 060	17 540
Date	8-mai-09	29-avr.-10

(1) solde au titre de 2008

(2) solde au titre de 2009

Paris, le 28 juillet 2010

- Communiqué/Rapport semestriel d'activité -

**Premier semestre 2010 :
Forte hausse du Produit Net Bancaire et du Résultat**

Le rebond de l'activité du second semestre 2009 se confirme pour l'Union Financière de France. Le premier semestre se termine avec des résultats en forte progression. L'Union Financière de France poursuit le déploiement d'Ambition Patrimoine.

	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	Evolution
Commissions nettes reçues (M€)	61,4	77,2	+26%
Résultat d'exploitation (M€)	3,9	23,0	X 6
Dont résultat financier (M€)	-4,9	1,4	NS
Résultat net consolidé (M€)	3,0	15,8	X 5
Actifs gérés en fin de période (Md€)	6,2	6,7	+ 9%

Le rebond de l'activité observé au second semestre 2009 se confirme

L'augmentation de la collecte entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010 est due à l'assurance vie, aux souscriptions de parts de SCPI et à la poursuite d'un rythme soutenu de ventes de lots immobiliers.

- Le succès des fonds flexibles et celui des fonds d'obligations d'entreprises bien adaptés à la conjoncture ont dopé les affaires nouvelles en assurance vie sur le marché des particuliers (versements sur les comptes : +26%, ouvertures de plans : +11%).
- L'activité sur le secteur des valeurs mobilières est en recul, sauf la collecte auprès des entreprises dont l'augmentation permet une croissance globale sur ce marché malgré un recul des plans d'épargne retraite.
- Les ventes de lots immobiliers et de parts de SCPI ont progressé de 53%, grâce au succès du dispositif fiscal Scellier. Les SCPI Scellier n'ayant été lancées qu'au second semestre 2009, la croissance des souscriptions sur les SCPI est particulièrement forte entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. Les réservations de lots immobiliers en direct se sont stabilisées à un niveau élevé depuis la mise en place de l'offre Scellier début 2009.

Une collecte nette au premier semestre 2010 de 37 millions d'euros

La collecte nette atteint 37M€ contre 40M€ au premier semestre 2009. Le taux de fidélisation des actifs est de 92,3%, en léger recul par rapport à celui du premier semestre 2009 (93,3%).

Malgré une collecte nette positive, le montant des actifs gérés a baissé depuis le début de l'année, en raison de la baisse des cours sur les marchés financiers et s'établit à 6,7 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 6,8 milliards d'euros au 31 décembre 2009).

PNB au 30 juin 2010 : 78,9 M€

PNB en millions d'euros	2008	2009	2010	Variation 2010/2009
1^{er} trimestre	40,8	27,5	38,0	+ 38%
2^{ème} trimestre	43,9	29,3	40,9	+ 40%
PNB au 30 juin	84,7	56,8	78,9	+ 39%
- Dont commissions de placement	31,5	23,3	31,5	+ 35%
- Dont commissions de gestion	49,2	38,1	45,7	+ 20%
- Dont produits nets d'intérêts et divers	4,0	- 4,6	1,7	N.S

- Les commissions de placement comptabilisées au premier semestre atteignent 31,5 M€, chiffre supérieur de 35% à celui du premier semestre 2009.

Cette évolution est due :

- à une augmentation de 72% des commissions de placement sur les lots immobiliers en direct ; les commissions comptabilisées au premier semestre 2010 correspondent aux signatures chez le notaire de lots vendus pour la plupart en 2009.
 - à une forte croissance des commissions sur les souscriptions de SCPI (+81%) et dans une moindre mesure sur l'assurance vie (+21%) qui reflète celle de la collecte sur ces produits.
- Les commissions de gestion augmentent de 20% entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. Cette hausse est un peu supérieure à celle des actifs qui en constituent l'assiette, en raison d'une légère évolution de la structure de ces actifs.

Globalement le Produit Net Bancaire du premier semestre 2010 atteint 78,9 M€, il est en hausse de 39% par rapport à celui de 2009.

Un résultat net consolidé de 15,8 M€

L'augmentation de 39% du Produit Net Bancaire s'accompagne d'une augmentation des charges d'exploitation de 6%, notamment du fait des recrutements et des coûts liés au projet de développement Ambition Patrimoine. Cela conduit à un résultat d'exploitation de 23,0 M€ contre 3,9 M€ au premier semestre 2009.

Le résultat net consolidé suit la même évolution ; il atteint 15,8 M€ contre 3,0 M€ au premier semestre 2009.

Informations sur la société mère

En raison de l'intégration opérationnelle des activités du Groupe, les chiffres sociaux sont difficilement interprétables isolément. Le résultat social net du 1^{er} semestre de l'Union Financière de France Banque s'élève à 20,4 M€.

Le Conseil d'Administration, qui s'est tenu le 27 juillet 2010, a approuvé les comptes et arrêté **un acompte sur dividende de 1 € par action. Il sera versé le 4 novembre 2010.**

La situation nette, après distribution prévue de l'acompte au titre de 2010, s'élève à 122 M€. Elle correspond à près de trois fois le minimum réglementaire selon le ratio de solvabilité Bâle II.

Transactions avec les parties liées

Aviva France, société mère d'Union Financière de France Banque, est considérée comme « partie liée ». Les relations opérationnelles entre les sociétés du Groupe de l'Union Financière de France et le Groupe Aviva France concernent l'activité d'assurance vie, la gestion financière de certains OPCVM, des opérations de placement et des prestations informatiques.

Perspectives

Après une baisse sensible en 2009, conséquence de la crise, l'activité et les résultats de l'Union Financière de France se redressent. Le Produit Net Bancaire et le résultat du premier semestre 2010 ont retrouvé des niveaux comparables à ceux du premier semestre 2008.

Malgré la volatilité observée sur les marchés financiers depuis le printemps, cette tendance devrait se poursuivre. A elles seules, les commissions générées par les réservations immobilières de fin 2009 et du premier semestre 2010 représentent 27 M€ qui vont nourrir le Produit Net Bancaire du second semestre.

L'Union Financière de France poursuit le développement de son plan stratégique « Ambition Patrimoine », visant à renforcer sa position de leader sur le marché du conseil à la clientèle patrimoniale et aux dirigeants d'entreprise. Parmi les premières réalisations de ce plan, il faut noter le lancement des fonds flexibles et la signature avec les partenaires sociaux au deuxième trimestre d'un accord salarial instaurant pour le réseau commercial un nouveau système de rémunération. Celui-ci a pour objectif de renforcer l'attractivité de la fonction commerciale.

Le projet Ambition Patrimoine s'inscrit pleinement dans la stratégie du groupe AVIVA en France, qui détient 74,3% du capital d'Union Financière de France. Dans ce cadre, UFF et AVIVA France étudient, comme annoncé, les moyens d'élargir encore le contenu de leur partenariat industriel actuel. Le premier résultat concret a été la mise en place d'un contrat d'infogérance entre les deux entités.

L'Union Financière de France en quelques mots

*Créée en 1968, l'Union Financière de France est une **banque spécialisée dans le conseil en gestion de patrimoine**, qui offre des produits et services adaptés aux clients particuliers et aux chefs d'entreprises. Sa gamme de produits comprend l'immobilier, les valeurs mobilières et l'assurance vie ainsi qu'un large éventail de produits destinés aux entreprises et à leurs dirigeants (plan d'épargne retraite, plan d'épargne salariale, gestion de liquidités à moyen terme, etc.).*

*L'Union Financière de France dispose d'un réseau dense présent partout en France et est composée de **1100 salariés**, dont plus de 800 dédiés au conseil.*

*Au 30 juin 2010, l'Union Financière de France compte **139 000 clients**, dont 119 000 particuliers et*

UNION FINANCIÈRE DE FRANCE BANQUE

32, avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16. Tél : +33 1 40 69 65 17. www.unionfinancieredefrance.fr
Société anonyme au capital de 15 467 031,07 € - 478 801 330 R.C.S. Paris

20 000 entreprises.

L'Union Financière de France est cotée sur Euronext Paris Compartiment B

Code Euroclear 3454

Code ISIN FR000034548.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez prendre contact avec :

Union Financière de France

Martine SIMON CLAUDEL

Directeur Général Délégué

Tél : 01 40 69 63 71

Union Financière de France

Hélène SADA-SULIM

Directrice de la Communication

Tél : 01 40 69 64 57

Agence Golin Harris

Coralie Ménard

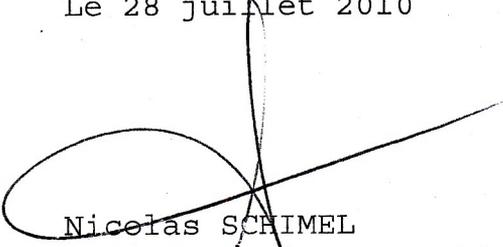
Relations Presse

Tél : 01 40 41 56 09

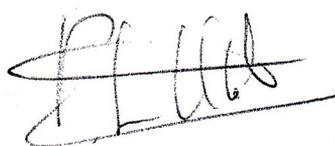
Attestation des responsables

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (ci-joint) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 28 juillet 2010



Nicolas SCHIMEL
Président-Directeur Général



Martine SIMON CLAUDEL
Directeur Général Délégué

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES
19, rue Clément-Marot
75008 Paris
S.A. au capital de € 40.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Union Financière de France Banque

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Union Financière de France Banque, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose les changements de méthodes comptables appliqués par le groupe à compter du 1^{er} janvier 2010, et notamment l'application de la version révisée de la norme IFRS 3 relative au regroupement d'entreprises et de la norme IAS 27 sur les états financiers consolidés et individuels.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

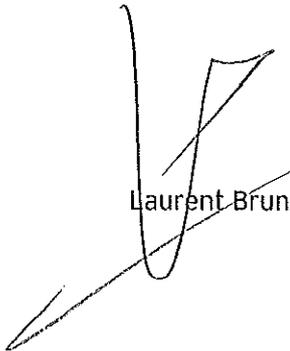
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense le 28 juillet 2010

Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit



Laurent Brun



Vincent Roty